

La voix de l'opposition de gauche

Le 25 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous ne pourrez pas dire qu'on n'a pas de suite dans les idées ou qu'on traite les problèmes que l'actualité sociale et politique nous soumet par dessus la jambe.

Je n'ai pas le temps d'aller au fond des choses en une seule causerie ou en une seule fois, aussi c'est sous forme d'épisodes qu'on y arrive, je ne lâche jamais une question qui n'a pas été résolue ou avant qu'elle ne soit épuisée, temporairement, et surtout je ne pratique pas l'autocensure.

Il y en a qui s'étonne de mon endurance, qui se demandent où je vais puiser mon énergie pour continuer le combat de mon trou en Inde et totalement isolé, sauf des masses les plus pauvres puisque je baigne dedans, cela aide, je vais leur répondre : Des faits ou de la réalité qui stimulent mon imagination et de mon aspiration à la justice et à la liberté que j'ai conservée intacte depuis ma jeunesse. Et puis je veux croire que l'homme ne s'est pas élevé à ce niveau de civilisation ou de conscience pour sombrer définitivement dans la barbarie, ce serait trop absurde. Donc je crois en la lutte de classe des exploités et des opprimés pour résoudre les contradictions auxquelles la civilisation humaine est confrontée. C'est tout ? Oui, et c'est l'essentiel !

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, il n'est pas dit que la médiocrité et la cruauté l'emporteront, on les vaincra !

● [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Voilà le genre de conneries que certains croient et colportent, quelle misère !

1- Sans rire, voilà nous dit-on comment une jeune fille d'un lycée suédois parviendrait à s'adresser et à mobiliser (avec beaucoup moins de succès qu'espérer) l'ensemble de la jeunesse d'Europe et du monde pour sauver le climat, un vrai conte de fées ! Et ce sont des bac +5 ou plus qui croient un truc pareil. A ce niveau-là ce n'est plus de la crédulité, mais de l'imbécillité pure et simple. Et dire qu'ils croient le plus sérieusement du monde avoir développé un esprit critique ! C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils sont mûrs pour croire vraiment n'importe quoi. Dès lors quelle légitimité ont-ils pour parler en notre nom ? Aucune.

- Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. (Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future" - Tendance Claire du NPA)

LVOG - Que la question climatique soit pilotée depuis le début par l'oligarchie et ses serviteurs ne les dérange pas le moins du monde. C'est une machination montée de toutes pièces mais ils s'en moquent, ils font comme s'ils n'étaient pas au courant. Ils se font instrumentaliser et manipulent à leur tour travailleurs et militants sans que cela leur pose le moindre problème, puisqu'une fois embringués dans cette opération ils ne peuvent plus faire marche arrière sous peine de devoir avouer qu'ils ont été abusés ou qu'ils se sont trompés, impensables. Car voyez-vous, ces gens-là sont parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, d'où notamment leur manque d'audace et d'imagination. Ils ne pensent que par procuration finalement au point de s'en remettre à l'argumentation de nos ennemis, sous-entendant qu'ils leur arriveraient d'être animés de bonnes intentions, alors de là à penser que s'ils ne font pas ce qu'il faut pour résoudre telle ou telle question, c'est sans doute parce qu'ils ont de bonnes raisons ou ils n'y sont pour rien, c'est en tout cas ce que le travailleur lambda pourra en déduire. Voilà où conduit ce genre de compromissions honteuses.

2- Manon Aubry, la tête de liste LFI aux européennes, a reproché à Castener de ne pas "*interpeller les casseurs*" qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier, sous-entendant qu'il en était le complice, ce qui est exact. Cependant, en déclarant : "*Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grand*", elle commit l'erreur ou elle eut la légèreté de dévoiler ses réelles intentions ou son véritable rôle de gardienne de l'ordre établi.

Mais contrairement à toute attente ou logique de la part d'anticapitalistes, de révolutionnaires, ce n'est pas sur ce passage de son discours que la Tendance Claire du NPA va l'attaquer. Elle va lui reprocher d'avoir demandé à Castener d'"*arrêter les casseurs*", ce qui n'est en aucune manière le rôle d'une militante censée représenter les travailleurs qu'il soit dit en passant, ce qui n'était pas dénué de sens puisque cela concernait les black blocs et autres provocateurs professionnels (Flics ou d'extrême droite) s'infiltrant dans les manifestations pour y perpétrer des violences envers les forces de l'ordre et commettre des destructions, qui évidemment déclenchent une réponse policière violente contre les manifestants qui eux défilent tranquillement.

Certes, si la sortie de madame Aubry fut à bien des égards maladroite et a trahi la nature de son engagement politique que l'on ne partage pas, il n'en demeure pas moins que la plupart des militants ouvriers pensent et partagent ce qu'elle a dénoncé, à savoir la bienveillance des forces de l'ordre et du pouvoir judiciaire envers les casseurs, qui pourrissent les manifestations des Gilets Jaunes et du mouvement ouvrier pour les décrédibiliser et les assimiler à des voyous, et servent de prétexte à renforcer l'arsenal répressif de l'Etat ou à restreindre le droit de manifester, étendre encore la législation liberticide...

Comme vous avez pu l'observer, ces briseurs de manifestations n'opèrent pas systématiquement. Ils sont mis en scène toujours à un moment crucial de la mobilisation des travailleurs pour briser son élan, parfois ils interviennent tout au début pour briser dans l'oeuf un mouvement social, quand le pouvoir craint qu'il se propage ou s'installe dans la durée, parfois plus tard selon la tournure que prennent les événements, l'agenda constitutionnel, etc. afin de siffler la fin de la partie. Peu importe qui les composent, ils servent de milices d'appoint au régime pour que l'ordre règne. Ils ne participent pas aux mobilisations des travailleurs ou du mouvement ouvrier, ils se regroupent et manifestent séparément, dont d'eux-mêmes ils s'excluent du mouvement ouvrier. Dès lors, rien ne justifie de leur accorder un traitement de faveur ou de les soutenir, au contraire, dès qu'ils apparaissent aux abords d'une manifestation ouvrière, il faut les chasser ou les maintenir à l'écart par n'importe quel moyen, puisqu'ils agissent en briseur de manifestations en renfort des forces de l'ordre, ce que des gauchistes dégénérés ne peuvent pas concevoir évidemment.

3- Après s'être insurgée contre le vote à l'assemblée de la loi anti-casseurs, Manon Aubry, tête de liste LFI aux européennes, estime que « l'arsenal juridique est suffisant. » Rejoignant les positions de la droite, elle reproche au Ministère de l'intérieur de ne pas mieux utiliser ses capacités de répression. Une attitude à l'opposé des traditions du mouvement ouvrier.

Interrogée sur France info à propos des « violences », la tête de liste aux élections européennes, Manon Aubry, estime que disposant de « l'arsenal juridique suffisant » le ministère de l'intérieur devrait interpeller les casseurs. « Arrêtez-les ». Renvoyant en boomerang à Castaner, qui affirme « connaître les casseurs », ses propres déclarations, elle va même jusqu'à lui donner le mode opératoire : « Dès qu'ils cassent une vitrine, arrêtez-les. Je pense que le maintien de l'ordre en sortirait bien grand. Il ne faut pas laisser agir les casseurs. ». (Quand la tête de liste de LFI donne des conseils de répression au gouvernement - revolutionpermanente.fr (NPA) - publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG - Le gauchisme étant caractérisé par son manque d'imagination ou son incapacité d'analyser la situation, sur le plan politique cela va se traduire par une fièvre opportuniste dans laquelle il va confondre ses désirs et la réalité pour finalement le conduire à tous les renoncements. Là cela va prendre la forme d'une illusion formulée en direction des syndicats entièrement sous le contrôle de bureaucrates corrompus :

4- Nous devons mener un combat déterminé pour que les directions syndicales cessent tout dialogue et toute collaboration avec ce gouvernement, et appellent à une énorme manifestation pour la défense des libertés publiques. (id)

LVOG -On leur fera remarquer que sous les régimes de Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet ou Videla, etc. le dialogue avec les syndicats était rompu puisqu'ils étaient interdits, sans que cela les empêchent de gouverner et d'appliquer leur politique antisociale... Apparemment, ces militants qui se prennent pour des

dirigeants vivent sur une autre planète que la nôtre, ils n'ont semble-t-il pas encore enregistré que les travailleurs s'étaient détournés des syndicats (et des partis ouvriers) et qu'ils estimaient qu'ils n'étaient pas dignes de représenter leurs intérêts, contrairement aux militants qui combattent quotidiennement à leur côté et qui sont impuissants à inverser l'orientation réactionnaire des syndicats et à chasser leurs dirigeants. Bref, avec une telle ligne politique s'ils ne rament par pour eux, ils vouent les travailleurs à l'impuissance.

- Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan d'action crédible pour stopper ce gouvernement. (On vous en proposerait un que vous le rejeteriez sous des prétextes divers. - LVOG) C'est la condition pour que la masse des travailleurs/ses se lancent dans la bataille. (Vous rêvez! - LVOG) L'objectif doit être de bloquer l'économie, de bloquer les profits. Il faut une grève générale, et le rôle des directions syndicales est de mettre en branle leur appareil pour la préparer et l'organiser. (Vous pouvez attendre indéfiniment ! - LVOG) Et notre rôle est de mener la bataille contre ceux qui protègent le gouvernement et empêchent que notre force collective potentielle puisse se déployer pleinement ! (Comment, "*potentielle*", c'est marrant, moi je croyais qu'elle existait réellement, mais bon ceci explique sans doute cela, on ne peut pas défendre une politique en laquelle on ne croit même pas ! - LVOG) (Destruction des libertés: Une mobilisation unitaire et vraiment massive est urgente ! - Tendance Claire du NPA)

LVOG - C'est pitoyable !

En défense de "*la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution*", tout un programme. Non, ce n'est pas un canular, lisez.

5- Marx évacué des programmes de philo ! Défendons les programmes de philosophie !

Extrait - Alors que les nouveaux programmes de philosophie de terminale ont été communiqués aux professeurs, une jeune chercheuse lance une pétition contre la suppression de certains thèmes comme le travail et l'inconscient. Elle redoute la mise à mort de la pensée critique. (Alors que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle lui fait déjà cruellement défaut, la suite en témoigne. - LVOG)

Dans la liste présentée par le Conseil supérieur des programmes (CSP) à l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public (APPEP) du nouveau programme de philosophie de terminale, le Travail, infrastructure collective ainsi que l'Inconscient, preuve de l'irréductibilité de la conscience au mécanisme, disparaissent au profit d'un thomisme bigot et d'une phénoménologie apologiste de l'ineffable (c'est-à-dire l'impensable) et de l'instant présent. (La philosophie, c'est la cour de récréation des penseurs imbus de leur ignorance, où l'idée et la spéculation, le sophisme règnent en maître à penser en rond. C'est de la masturbation intellectuelle pour fainéant, courtisan méprisant ou fuyant le réel au profit de chimères. C'est l'art d'amalgamer idéalisme et matérialisme dans une bouillie indigeste, de privilégier le verbe, de partir d'une idée pour discourir sans fin sur l'état du monde au, lieu de partir des actes ou des faits qui ont contribué à transformer le monde. - LVOG)

Exit Marx et Freud, le matérialisme historique et la psychanalyse introspective, bonjour Saint-Augustin et Saint-Thomas ! (C'est à croire que l'enseignement du matérialisme historique au lycée n'a jamais servi à rien, non ? - LVOG) La scolastique médiévale et le culte d'une transcendance impensable d'un côté, le behaviorisme de l'autre. Voilà qui promet ! En d'autres termes, le futur bachelier deviendra un cadre d'entreprise rompu à la rhétorique, qui se pique de mysticisme pour pallier son défaut de conscience politique et idéologique – et donc un allié de choix pour l'ordre établi. (N'était-ce pas ce qu'il est déjà devenu depuis longtemps... peut-être à cause des cours de philosophie, qui sait ? - LVOG)

Ce scandale politique, social et culturel est non seulement régressif et indigne des héritiers des Lumières que nous sommes : il met en péril la liberté de penser, fondement de notre République et de notre Constitution. (On vous les laisse volontiers ! - LVOG) La supercherie ne doit pas être passée sous silence, mais exhibée en plein jour sur la place publique et réduite à néant. (Qu'on se le dise, citoyen ! - LVOG)

Vous pouvez signer la pétition d'Andreea-Maria Lemnaru-Carrez. marianne.net publié par la Tendance Claire du NPA.

LVOG - Si votre pétition est destinée comme vous le dites à défendre le "*fondement de notre République et de notre Constitution*", celle antidémocratique de la Ve République, vous nous permettrez de ne pas la

signer. Vous voudriez peut-être aussi qu'on enseigne le socialisme ou le marxisme au lycée ? Délirant d'opportunisme !

La mystification qui fonctionne parce qu'elle est cautionnée jusqu'à l'extrême gauche.

Nous avons effectué le décompte des invitations de représentants du RN dans les radios et chaînes de télévision du 1er janvier au 17 mars 2019, sur la base de la liste des interventions médiatiques recensées sur le site du RN.

Les médias recensés sont : BFM-Business, BFM-TV, C8, CNews, Europe 1, France 2, France 24, France 3, France 5, France Bleu, France Culture, France Info, France Inter, I24, LCI, LCP, Paris Première, Public Sénat, Radio Classique, RCF, RFI, RMC, RT, RTL, Sud Radio, TV5 Monde.

On compte un total de 233 invitations médias sur 76 jours, soit une moyenne de 3 invitations par jour sur l'ensemble des médias concernés. Ce palmarès est largement dominé par BFM-TV (71) et CNews (60) y compris en comparaison avec d'autres chaînes d'information en continu (14 pour LCI). Acrimed 19-03-2019

Parole d'internaute

1- "Tout l'intérêt du système européiste, atlantiste et capitaliste est de lepéniser la moindre idée dissidente, pour la neutraliser, et pour porter les agents du Medef à l'Élysée. Ça tombe bien, la famille Le Pen est disponible.

Frexit ? C'est Le Pen.
Sortir de l'euro ? Le Pen.
Sortir de l'OTAN ? Le Pen.

Ici, nous savons bien que ces assimilations sont fausses, mais qu'importe : interrogez le Français moyen, l'électeur moyen, il a assimilé ces équivalences martelées par les médias. Merci BFM, merci CNews."

LVOG - Le "Français moyen" est passif, il n'a pas de conscience de classe, il ne participe pas à la lutte de classes, sauf quand il vote à droite ou à l'extrême droite, il s'en fait même un devoir, encouragé en cela par la gauche corrompue et l'extrême gauche qui lui colle aux basques...

2- Stratégie en deux temps:

1er temps : on dédramatise pour faire monter dans les sondages et obtenir comme d'hab le RN au deuxième tour.

2ème temps : juste avant le deuxième tour, on ressort les zeures les plus sombres de la bête immonde et on flingue le RN pour laisser passer un tocard dont personne n'aurait voulu.

Qui a dit ?

- "*Soldats, n'obéissez qu'à des ordres conformes à l'honneur de votre engagement et de votre devoir d'obéissance à la patrie*" Réponse : Mélenchon, en terme de servilité au régime, qui plus est impérialiste, il en connaît un rayon le bougre ! Misérable. A défaut de pouvoir devenir le Premier ministre de Hollande ou de Macron, il aurait pu faire un excellent ministre de la Défense ! De la patrie ! Vive la République et vive la France ! Quelle horreur !

Dans les nuages.

Il s'en trouve encore pour s'étonner que LREM ait obtenu une majorité écrasante à l'Assemblée nationale en 2017, aussi aurait-il été préférable de se compromettre en votant ou en élisant Mélenchon qui aurait poursuivi la politique de ses prédécesseurs.

Quels que soient les intentions de ces gens-là, qui n'en doutons pas sont bourrés de principes auxquels ils font référence tant qu'ils ne sont pas exposés concrètement à l'épreuve du feu de la réalité, la question est davantage de savoir comment on a pu en arriver là, quel rôle ont joué les différents acteurs politiques et les différents facteurs économiques qui possèdent suffisamment de pouvoir pour influencer l'orientation de la société, et nous nous apercevrons au premier coup d'oeil qu'elle coïncidait avec les intérêts du capitalisme et qu'ils en étaient tous les représentants de RN à LFI en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PS, Générations, le PCF.

Pour qualifier cette collusion d'intérêts que le peuple travailleurs ignorent, quoique de moins en moins, on va employer un mot prohibé ou hors la loi, un gros mot, en affirmant qu'on est en présence d'un véritable complot, dans la mesure où ils participent tous à cette sinistre comédie en parfaite connaissance de cause, en se répartissant les rôles de manière à bernier les ignorants ou les naïfs, en se camouflant derrière des étiquettes, dès lors il est ridicule de leur demander de l'assumer ou de s'étonner de quoi que ce soit, à moins d'y trouver son compte ou d'être d'une mauvaise foi incurable.

Au-delà, cela signifie que les masses sont en proie à une grande confusion ou que leur niveau de conscience politique n'a pratiquement pas évolué depuis 40 ans, il a même régressé à défaut de progressé, comment, en s'éparpillant, en se disloquant. Cependant si elles ne sont pas demeurées figées, elles ont déblayé le terrain et se retrouvent aujourd'hui face à un grand vide entièrement occupé par la pire réaction, LREM ou l'extrême centre, certains l'appellent l'ultra droite, le parti de l'oligarchie triomphante.

Ce vide sidérant, paralysant, désespérant, effrayant même, témoigne de leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti dans lequel elles se reconnaîtraient, de dirigeants qui leur inspireraient confiance, en somme de toute réelle opposition organisée face au régime, en mesure de les mobiliser ou tout du moins de les organiser sur la base d'une perspective politique révolutionnaire.

On en arrive à se demander si les travailleurs et parmi eux les plus évolués ou instruits, ne seraient pas d'incurables idiots incapables de faire preuve de discernement et de logique pour enrayer ce processus infernal qui conduit à l'instauration d'un régime autoritaire ou totalitariste. Personnellement je ne le pense pas, mais c'est ce qu'on nous invite à croire, y compris les dirigeants qui avaient la responsabilité ou le mandat de construire ce parti, de recruter les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des classes moyennes pour ne tirer aucun enseignement de ce constat, de leur bilan ou de leur échec.

Il fut une époque où la IIIe Internationale stalinisée était toute puissante, puis elle se disloqua, pour autant la construction de la IVe Internationale fut un échec dès la disparition de Trotsky, ses différents courants sombrant dans le crypto-stalinisme ou le crypto-social-démocratisme sans que personne n'en tirent des enseignements, à commencer par leurs dirigeants qui refusèrent d'assumer leur reniement ou trahison, on ne pouvait pas en attendre davantage de leur part. Par la suite, toute l'avant-garde s'est structurée idéologiquement sur cette base faussée, ce qui devait la conduire inévitablement à de nouvelles scissions, à son émiettement, à sa dislocation.

Une fois suffisamment dégénérés et affaiblis par des purges successives ou des démissions en cascades, leur direction resserrée et leur appareil contrôlant d'autant plus facilement la totalité de leurs instances, les dirigeants de ces partis décidèrent de les "ouvrir" à des éléments ne partageant ni leurs objectifs, ni leur programme, ni leur méthode, pour céder une plus grande place encore au réformisme en pratique ou en guise de ligne politique, tandis que le socialisme ou la révolution socialiste mondiale n'était plus qu'une référence désuète ou était vouée aux oubliettes. Et quel en fut le résultat ? Nul, comme il aurait fallu s'y attendre évidemment, puisque pendant ce temps-là la situation évoluait en sens inverse ! Vous avouerez que comme preuve de leur incurie politique ils auraient pu difficilement faire mieux.

Mais leurs militants n'en ont cure, ils s'en foutent complètement. Ils sont eux-mêmes sous influence, pris dans l'engrenage infernal de l'immédiateté ils sont incapable de penser au-delà ou de discerner que ce qui se passe sous leurs yeux préfigure le modèle de société que les despotes au pouvoir entendent instaurer, que tous les éléments d'une effroyable dictature sont en train de se mettre en place. Au mieux, ils sont soudain amnésiques et nostalgiques d'un passé définitivement révolu qu'ils estimaient autrefois détestable, comme s'il serait préférable à la situation actuelle, ceux qui l'ont vécu apprécieront. Après s'être écartés du processus historique et s'être coupés des masses, les voilà qui soutiennent à nouveau des théories foireuses où finalement elles seraient absentes, puisque si elles demeurent inorganisées et sans parti révolutionnaire absolument rien n'en sortira jamais ! Finalement personne ne veut se poser la question de

savoir pourquoi après 70 ans de lutte de classe à laquelle ont participé des millions et millions de travailleurs, il n'existe pas même l'embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays, qui au moment même où les rapports entre les classes se tendent à l'extrême pourrait constituer un pôle de regroupement des couches les plus déterminées de la classe ouvrière et des classes moyennes, quand des millions de travailleurs manifestent et cherchent une issue à la crise du capitalisme. Cela demeurera totalement incompréhensible pour les militants du POID, du POI, du NPA ou de LO et d'autres formations politiques d'extrême gauche, qui ne conçoivent pas que leurs discours soient inaudibles, leur méthode et leur rapport à ces classes inadaptés quand bien même les faits le prouveraient quotidiennement.

Quand le lien est rompu.

Dans un article récent, des scientifiques à l'origine de cet outil constatent même que leur technologie démontrerait la théorie du langage proposée par le philosophe du XXe siècle Ludwig Wittgenstein. Selon sa conception philosophique, les mots ont un sens contextualisé, en lien avec leur utilisation, qui domine leur signification individuelle. Quand l'algorithmique donne raison à Wittgenstein, c'est le monde entier de la linguistique qui s'agit !

La phrase « *Le ciel est nuageux* » exprime un fait, un état en lien avec le ciel, avant d'explicitier la notion même de ciel. Wittgenstein propose donc que la théorisation du langage suive cette logique du sens contextualisé pour pouvoir représenter au mieux le sens des mots dans la réalité. LePoint.fr 22 mars 2019

Non, « *le ciel est nuageux* » n'exprime pas un état en lien avec le ciel, mais l'état du ciel tel qu'une personne peut le percevoir en l'observant à un moment donné, c'est un fait et il n'y a rien à ajouter. Le ciel, abstraction faite de ce qui le compose n'existe pas tout simplement. Les nuages se forment dans le ciel et n'existent nulle part ailleurs, il n'y a donc aucune raison de placer un lien entre le ciel et les nuages où il n'en existe pas, sauf à vouloir compliquer les choses à l'infini pour finalement vouloir les rendre incompréhensibles, la raison d'être de la philosophie nihiliste cher aux néolibéraux.

Acte XIX : Etat de guerre. Paris occupé. Le pouvoir retranché.

LVOG - C'est à Montpellier, Bordeaux et Toulouse où les manifestants ont été les plus nombreux après Paris, que les black blocs ont encore sévi.

- Acte XIX des gilets jaunes: sur les Champs-Élysées, un impressionnant dispositif de sécurité - huffingtonpost.fr 23.03

Sur décision du nouveau préfet de police, Didier Lallement, aucun "gilet jaune" n'était autorisé à défiler sur et autour de la célèbre artère, ni sur la place de l'Étoile, ni dans un périmètre incluant le palais de l'Élysée et l'Assemblée nationale.

Au total, près de 6.000 membres des forces de l'ordre seront engagés à Paris, selon la préfecture de police. Des unités anticasseurs baptisées BRAV (brigades de répression de l'action violente) ont été déployées, en remplacement des précédents DAR (détachement d'action rapide). Deux drones survoleront également la capitale pour diriger plus efficacement les policiers et gendarmes sur les zones à risques et des produits marquants pourront être utilisés afin d'aider à l'identification des "émeutiers".

Des policiers en faction sur le toit de l'Arc de Triomphe, des fouilles et des contrôles systématiques de la circulation et des brigades de patrouille secteur par secteur, libres d'agir en cas de violence, sans attendre les ordres de la préfecture... Le nouveau dispositif de sécurité donne aux Champs-Élysées un air "post-apocalyptique" comme l'observe un touriste italien, en visite. "On dirait que la ville est morte", réagit-il au micro du HuffPost. huffingtonpost.fr 23.03

- "Gilets jaunes": 40.500 manifestants en France sans débordement - AFP 24 mars 2019

Environ 40.500 personnes, dont 5.000 à Paris, ont manifesté samedi pour l'acte 19 des "gilets jaunes" en France, où les "consignes de fermeté" données "ont permis de maintenir l'ordre et d'éviter des débordements", a déclaré le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Du côté des "gilets jaunes", qui ont établi leur propre mode de comptage et contestent celui des autorités, on affichait 127.212 manifestants dans tout le pays.

233 interpellations ont eu lieu dans toute la France, 172 placements en garde à vue et 107 personnes verbalisées pour avoir tenté de prendre part à des rassemblements interdits.

Sur l'ensemble du territoire, 65.000 policiers et gendarmes étaient mobilisés, ainsi que 30.000 sapeurs-pompiers. A Paris, "8.545 contrôles préventifs ont été réalisés", a indiqué le ministre. Selon la préfecture de police, 96 personnes ont été interpellées et 53 verbalisées.

Notant que les manifestations autorisées s'étaient déroulées sans heurts notables, il a conclu que c'était "une preuve nouvelle que le problème n'est pas la manifestation mais bien les émeutiers et leurs complices".

A Paris, découragés par un imposant quadrillage policier sur les Champs-Élysées, jalonnés de fourgons bleus, les "gilets jaunes" ont préféré défilé dans le calme entre la place Denfert-Rochereau (sud) et la basilique du Sacré-Coeur (nord).

La situation était nettement plus tendue en région.

A Montpellier, qui n'avait pas été soumise samedi à des restrictions de manifester, des échauffourées ont éclaté environ deux heures après le départ d'un cortège rassemblant 4.500 personnes selon la préfecture. Entre 400 et 500 casseurs ont infiltré le cortège. Vers 16H00, les forces de l'ordre ont fait des sommations puis procédé à des tirs nourris de grenades lacrymogènes, alors que des manifestants leur jetaient canettes et bouteilles de bière, a constaté une journaliste de l'AFP. Des tensions étaient palpables dans plusieurs villes, où les manifestations avaient été interdites dans les lieux emblématiques et traditionnels points de rassemblement de "gilets jaunes".

A Lyon, où les forces de l'ordre tentaient d'empêcher les cortèges d'entrer dans les quartiers commerçants, policiers et "Gilets jaunes" s'échangeaient aussi jets de projectiles et gaz lacrymogène.

A Nice, des heurts ont éclaté dans l'après-midi lorsque quelques centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le périmètre interdit aux rassemblements, déclenchant des tirs nourris de gaz lacrymogène. Au total, 26 personnes ont été interpellées, selon la préfecture, et une manifestante blessée dans la ville où les présidents chinois et français sont attendus dimanche et lundi.

A Bordeaux, place forte du mouvement, des tensions se sont fait sentir en centre-ville, là aussi interdit de manifestation, avec l'arrivée de militants des "black blocks" en milieu d'après-midi, a constaté une journaliste de l'AFP. La foule était ailleurs moins nombreuse que d'habitude dans la ville où beaucoup n'avaient pas enfilé leur traditionnel gilet. "C'est pour éviter de me faire tirer dessus par des flash balls. Et comme ça, je pourrai partir plus facilement si ça dégénère", expliquait une quinquagénaire. Près de 2.000 personnes, selon des sources policières, ont défilé sans violence aux cris de "Macron, démission".

Marseille 1.500 personnes ont participé aux manifestations, aucun incident n'était à signaler selon la police.

A La Rochelle, la police a fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants qui leur lançaient des projectiles aux abords du vieux port, interdit d'accès, a constaté un correspondant de l'AFP. L'ultragauche, présente en force à Paris samedi dernier, "veut se mobiliser mais en privilégiant les manifestations régionales", avait estimé une source policière avant cette journée d'action.

A Nantes, 400 manifestants se sont élancés vers 14H00, pour une manifestation en périphérie de la ville qui s'est tendue quand les gendarmes ont voulu faire reculer les manifestants qui refusaient d'obtempérer.

A Toulouse, au chant de "on est là même si Macron le veut pas", quelques milliers de "gilets jaunes" ont manifesté en début d'après-midi dans le centre-ville. Véronique, retraitée de l'Education nationale, voulait toutefois que les manifestants défient l'interdiction. "Il faut aller sur la place, on n'est pas dans la rue pour rien mais pour défendre nos droits" affirmait cette "gilet jaune".

Les forces de l'ordre ont fini par charger pour disperser quelques milliers de "gilets jaunes" dans le périmètre entourant la place du capitole où les manifestations ont été interdites, et interpellé au mois trois personnes, selon une journaliste de l'AFP. Les forces de l'ordre ont notamment tenté d'interpeller des jeunes massés derrière une banderole rouge et noire, et qui, pour certains, avaient le visage dissimulé par un foulard. AFP et Reuters 23 mars 2019

A quoi leur servent les black blocs ?

- Marine Le Pen dénonce "une société livrée à l'ensauvagement" - AFP

- "Black blocs" et "gilets jaunes": convergence radicale en jaune et noir - AFP

Militants radicaux des "black blocs" et "gilets jaunes" se sont retrouvés côte à côte samedi dernier sur les Champs-Élysées dans une brutale démonstration de force commune, aux motivations diverses, mais qui semble désormais acceptée par certains manifestants et inquiète les autorités. AFP

- Quand la connivence Mélenchon-Le Pen devient visible - Le HuffPost

- Acte XIX: les soldats de Sentinelle pourraient ouvrir le feu - Le HuffPost

Quand la syphilis européenne se teinte de jaune.

- Européennes : des gilets jaunes lancent une nouvelle liste - L'Express.fr 22 mars 2019

"Jaunes et citoyens" est la deuxième liste gilets jaunes à se lancer officiellement pour les élections européennes. Alors qu'Ingrid Levavasseur a renoncé à conduire la liste RIC, Jean-François Barnaba, une autre figure médiatique du mouvement, a annoncé vendredi le lancement sa propre liste pour les élections du 26 mai.

"Les Français aspirent à une nouvelle séquence" et la "pression de la rue finit par desservir la cause que le mouvement des gilets jaunes défend par l'infiltration de groupes ultra-violents", a expliqué le fonctionnaire territorial au micro de Sud Radio. L'Express.fr 22 mars 2019

- Le "gilet jaune" Benjamin Cauchy rejoint la liste de Nicolas Dupont-Aignan pour les européennes - Franceinfo 22 mars 2019

Il est cadre commercial...

Pour l'heure, une petite dizaine de projets de liste gilets jaunes ont été annoncées pour les Européennes. Franceinfo 22 mars 2019

En défense de la Constitution de la Ve République antidémocratique.

- 350 universitaires se déclarent "complices" des gilets jaunes - lundi 22 mars 2019

« Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. »

Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un nouvel éborgné ce jour-là), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les

rassemblements dans des zones entières, créer des "unités anticasseurs" aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

Plus encore, il veut faire de tous les relais et soutiens aux rassemblements des Gilets jaunes des « complices » potentiel-les des délits qui y seraient commis. Le même jour, le syndicat « Synergie Officiers », rassemblant plus de 40% de voix aux élections professionnelles, publiait un communiqué fascisant ciblant les « nervis d'extrême gauche », décrits comme « des essaims de cloportes » et des « graines d'assassins ». Deux jours plus tard, le 20 mars, le gouvernement annonçait vouloir faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 50 ans. Tout cela contre des manifestantes et manifestants réclamant justice sociale et démocratie, et faisant face, depuis maintenant plus de 4 mois, à une répression policière et judiciaire d'une ampleur inégalée.

Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes, alors que pleuvent depuis des semaines les condamnations internationales des violences policières contre le mouvement (Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen), nous, universitaires pour beaucoup spécialistes des questions de mouvements sociaux, de maintien de l'ordre et de violence politique, alertons solennellement la population des graves dangers que la nouvelle politique du gouvernement, de la majorité parlementaire, de la police et de la justice, font peser sur les libertés publiques et les droits humains. Nous nous déclarons par avance toutes et tous complices des prochains rassemblements que les gilets jaunes organiseront, avec ou sans l'autorisation de la préfecture. Nous condamnons fermement l'ensemble des violences que les forces de police infligent aux manifestantes et manifestants, comme celles que les jeunes des quartiers populaires subissent depuis des décennies, et demandons instamment l'arrêt de l'utilisation des armes de guerre (LBD et grenades) dans des opérations de maintien de l'ordre. Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. (Publié par la Tendance Claire du NPA)

LVOG- "*Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes*", mais n'êtes-vous pas également "*incapable de proposer une réponse politique*" à la crise du capitalisme aux Gilets Jaunes ou à l'ensemble des travailleurs de ce pays, pourquoi rejetez-vous celle qu'on vous propose qui inclut la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE ?

Ne serait-ce pas la question que chacun devrait se poser ? Ne serait-ce pas la clé de la situation sociale et politique, la seule issue possible, viable et souhaitable ? Quand on s'interdit de la poser, sachant que c'est la seule issue possible, on prend délibérément le parti de collaborer avec le régime en place que l'on prétend combattre, on le cautionne alors que ses représentants sont minoritaires et illégitimes, jusqu'à l'absurde puisqu'on en arrive à exiger qu'ils mettent en oeuvre une politique contraire aux intérêts de la classe dont ils sont les dépositaires.

C'est comme si on demandait à un capitaliste de se résoudre à rompre avec ses privilèges, à un policier ou un militaire de retourner son arme contre sa hiérarchie, franchement ce n'est pas sérieux.

Ils osent nous demander de "*ne pas céder un pouce de terrain*", alors que cela fait 40 ans sans interruption que le régime en place impose une régression sociale généralisée à toutes les couches de travailleurs de ce pays, s'attaque violemment à leurs conditions de travail et d'existence avec la collaboration des partis et des syndicats dits ouvriers, on croit rêver en entendant ce discours. Ma foi, ils doivent ignorer que cela ne date pas d'hier que des millions de travailleurs n'avaient aucune raison de vouloir "*céder un pouce de terrain*" pour ne rien avoir à céder du tout ! A croire qu'ils s'en sont toujours accommodés comme le reste ou l'ordre établi.

Il existe des partis (POI, POID) qui proposent aux travailleurs de s'organiser dans des comités ou des structures politiques souples pour combattre la politique du gouvernement sur la ligne de la rupture avec les institutions de la Ve République et du capitalisme, de l'UE, etc. Eh bien rejoignez ces comités ou ces structures politiques ! Participez à l'organisation des masses au lieu de brasser du vent ou de vous contenter de déclaration sans lendemain.

Vendu !

- Révélations sur le salaire de Philippe Martinez à la CGT - lentreprise.lexpress.fr 22.03

C'est peu connu : la CGT gère aussi des "filiales", comme une entreprise privée. La puissante fédération des métallos - dont est issu son secrétaire général, Philippe Martinez - possède ainsi la maternité parisienne des Bluets et trois centres de réadaptation professionnelle (CRP). Ces quatre établissements sont gérés au travers de l'association Ambroize Croizat (AAC), présidée par un proche du chef de file de la CGT, Yves Audvard.

Les crises financières s'y succèdent et la gestion de la maison mère va souvent à l'encontre de ce que prône la CGT au niveau national. Les établissements étaient au bord du gouffre financier fin 2018. La directrice générale de l'AAC, Jacqueline Garcia, évoquait un risque de redressement judiciaire, voire de liquidation. Un plan social a été mis en oeuvre et on a demandé aux salariés de se serrer la ceinture.

Le loyer de l'hôpital finance la CGT

La faillite a été évitée grâce à l'agence régionale de santé (ARS) qui a injecté un million d'euros dans les caisses de l'hôpital fin 2018 et lui aurait concédé une avance de trésorerie de 1 657 000 euros le 1er mars. Cette perfusion d'argent public ne passe pas auprès des équipes des Bluets. Selon ces dernières, la mauvaise santé financière de la maternité est la conséquence du coût trop élevé du loyer reversé au propriétaire des murs, la fédération des métallos : plus d'un million d'euros par an.

La controverse n'est pas nouvelle : le montant élevé du loyer était déjà dénoncé il y a quelques années par l'ARS alors qu'elle soutenait financièrement l'hôpital. Mais la CGT refuse de le revoir à la baisse. Et pour cause, "[ce loyer] contribue au financement de plusieurs postes de permanents de la fédération pour l'activité syndicale", relève l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans un rapport au vitriol sur la gestion de la maternité par l'association Ambroize Croizat.

"Un salaire déraisonnable"

Cette situation comptable alarmante n'empêche pas les militants du syndicat détenant des postes clés dans les structures d'AAC de s'octroyer de jolis salaires. Également directrice du Centre de réadaptation professionnelle (CRP) Jean-Pierre Timbaud à Montreuil (93), Jacqueline Garcia touchait 6853 euros brut par mois en 2018, alors que l'établissement affichait un résultat comptable négatif de près d'un million d'euros en 2017. "Un salaire déraisonnable", s'étrangle un cadre de la maison. À titre de comparaison, le salaire médian d'un directeur d'EHPAD, un poste équivalent, est de 3750 euros brut.

Directrice du CRP Suzanne Masson depuis 2015, la compagne de Philippe Martinez, Nathalie Gamiochipi, percevait, elle, 6021 euros brut mensuels en 2018. Cette rémunération fait grincer des dents en interne. "Quand elle est arrivée, elle disait ne rien connaître aux finances et qu'elle 'attend[ait] que ses collaborateurs lui apprennent', se souvient, amer, un employé de l'établissement. Elle n'a rien à faire, ce sont les cadres qui font tout." La preuve selon lui ? Lors du départ brutal du directeur de l'hôpital des Bluets, elle a assuré la transition avec la nouvelle direction tout en continuant à suivre une formation continue deux jours par semaine : "Si elle avait vraiment été occupée, elle n'aurait pas pu."

6000 euros de bonus pour Philippe Martinez

Plus surprenant, si l'on se fie au rapport de l'Igas, la maternité financerait donc indirectement le salaire du secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez, en lice pour un nouveau mandat. Selon la centrale syndicale, il a touché 4230 euros brut mensuels sur 13 mois en 2018, soit au total 55 000 euros sur l'année, 6000 euros de plus que l'année précédente.

Selon cette dernière, la différence entre 2017 et 2018 s'explique "par les primes que l'entreprise Renault verse ou non à ses salariés". Employé par Renault, Philippe Martinez est payé par la fédération des métallos, qui se ferait rembourser par la confédération nationale. "La CGT a l'habitude de rémunérer ses représentants en calquant la politique salariale de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés", explique un observateur. Chez Renault, un ETAM (employé, technicien et agent de maîtrise) "moyen" - le statut de Philippe Martinez - qui travaille au technocentre toucherait entre 5500 et 6000 euros de primes : 3000 à 3500 euros d'intéressement groupe, 1200 euros d'intéressement local, entre 500 et 1000 euros liés à la performance individuelle et 300 euros venant de la récente prime défiscalisée. Philippe Martinez aurait donc également bénéficié de la prime Macron ! entreprise.lexpress.fr 22.03

Novlangue. Ils ont mis leurs hordes de barbares en stand by.

- Macron salue la victoire de la coalition contre l'EI en Syrie - Reuters 23.03

Emmanuel Macron a salué samedi la "détermination" des armées de la coalition internationale qui a permis de faire tomber le "dernier bastion de Daech" mais a précisé que la lutte contre les groupes terroristes devait continuer. Reuters 23.03

- Quand les Américains qualifiaient Daech d'«atout stratégique»: La guerre de l'ombre en Syrie par Ian Hamel (Oumna.com) - Mondialisation.ca, 21 mars 2019

Les États-Unis et l'Europe n'ont pas toujours considéré Daech comme un ennemi. Ils l'ont, au contraire, largement financé et armé, raconte le journaliste indépendant Maxime Chaix dans La guerre de l'ombre en Syrie, fruit de cinq années de recherches.

Maxime Chaix, traducteur de plusieurs ouvrages du Canadien Peter Dale Scott, auteur notamment d'American War Machine (« La machine de guerre américaine »), n'est surtout pas un complotiste. A partir de sources ouvertes, il raconte que les Américains et les Saoudiens, dans leur obsession à vouloir faire tomber rapidement Bachar el-Assad, ont largement aidé les djihadistes en Syrie à partir de 2011. Pour tromper l'opinion publique, ils baptisaient « rebelles modérés » le Front al-Nostra, la branche syrienne d'al-Qaïda. Daech est né en 2013 d'une scission du Front al-Nostra. Ce n'est que bien plus tard, conscients d'avoir favorisé un monstre, que les Occidentaux ont déclaré la guerre à l'État islamique, proclamé par Abou Bakr al-Baghdadi.

Le 11 février 2015, l'ancien commandant de l'Otan, le général Wesley Clark, explique tranquillement sur CNN, et donc à des millions de téléspectateurs, que « Daech [avait] été créé grâce aux financements de nos amis et alliés [au Moyen-Orient], car ils vous diront que si vous voulez des hommes qui combattent le Hezbollah [chiite] jusqu'à la mort, vous ne placardez pas une affiche de recrutement du genre... "Rejoignez nos rangs, on va construire un monde meilleur !" Vous allez plutôt soutenir [en secret] ces fanatiques religieux, ces fondamentalistes [sunnites] ».

Un milliard de dollars par an

Dès octobre 2011, Barack Obama autorise David Petraeus, le directeur de la CIA, à lancer une guerre secrète en Syrie, baptisée Timber Sycamore, impliquant une quinzaine d'autres services spéciaux, notamment des services européens, en particulier britanniques et français. « Au fil des ans, cette campagne devint gigantesque au point que le Washington Post la décrivit en juin 2015 comme "l'une des plus vastes opérations clandestines" de l'histoire de la CIA, dont le financement avoisinait alors le milliard de dollars annuels », écrit Maxime Chaix, dont toutes les informations sont corroborées par une multitude notes de bas de pages.

Un gigantesque réseau d'approvisionnement en armes destinées à la rébellion est ainsi mise en place par David Petraeus, puis par John Brennan, son successeur à la tête de la CIA, « en coordination avec leurs alliés turcs, pétromonarchiques, européens et israéliens ». Ce qui fait dire à Christopher Davidson, qui a mené des recherches sur Timber Sycamore, dans son livre Shadow Wars, que « Daech n'était pas considéré comme un ennemi par le cabinet Obama et ses principaux partenaires, mais comme un turbulent "atout stratégique" »

« La guerre de l'ombre en Syrie » n'épargne pas non plus les grandes puissances européennes. L'ouvrage raconte ainsi que les services britanniques surveillent depuis leur base militaire à Chypre les mouvements des troupes syriennes et en informent les rebelles. Quant à Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, il n'hésite pas à déclarer que le Front al-Nostra a fait du « bon boulot ». Alors qu'il s'agit de la branche al-Qaïda au Levant ! La scission entre al-Nostra et Daech est intervenu au printemps 2013. Le Front al-Nostra a été rebaptisée Jabhat Fateh al-Sham en juillet 2016, puis Hayat Tahrir al-Sham en janvier 2017.

En décembre 2015, le député LR Alain Marsaud, ancien juge antiterroriste, interviewé dans ce livre, rappelle qu'il a eu « l'occasion de montrer à l'Assemblée nationale des photos de combattants d'al-Nostra en

possession de fusils d'assaut français ». Quant au député socialiste Gérard Bapt, il reconnaît que l'aide française aux rebelles dans ce pays « et plus généralement le soutien occidental en leur faveur, se sont poursuivis y compris après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, pourtant revendiqués par al-Qaïda ». Mondialisation.ca, 21 mars 2019

En complément.

- Au Golan occupé par Israël, des Druzes manifestent contre les propos de Trump - AFP 23 mars 2019

Des Druzes du plateau du Golan ont manifesté samedi contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire occupé depuis 1967.

Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsqu'Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23.000 Druzes --une branche hétérodoxe de l'islam chiite-- aux côtés de 25.000 colons israéliens.

Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquérir la nationalité israélienne.

Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien.

Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, "Le Golan est syrien" ou "Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan".

Pour Wasef Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des "terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes".

"Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas", a déclaré M. Khatar. AFP 23 mars 2019

- Le Liban rejette les propositions de Mike Pompeo Réseau Voltaire 22 mars 2019

En voyage officiel au Liban, le 22 mars 2019, le secrétaire d'État US Mike Pompeo a rencontré les trois présidents : celui de l'Assemblée nationale (le musulman chiite Nabih Berri), celui du gouvernement (le musulman sunnite Saad Hariri) et celui de la République (le chrétien Michel Aoun).

- Sur les questions énergétiques, il a proposé que l'État reconnaisse la ligne tracée par l'ambassadeur Frederic Hof partageant les zones maritimes israélienne et libanaise de manière à faciliter l'exploitation des réserves de gaz. Ses interlocuteurs ont refusé car cette idée qui fait passer un sixième des eaux territoriales libanaises sous contrôle israélien.

- Sur la question syrienne,

- il a d'abord tenté d'obtenir le ralliement du Liban à la position du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni). Les Libanais lui ont rappelé s'être engagés en juin 2012 —à la demande de Washington— à la neutralité de l'État (déclaration de Baabda) et ne pas pouvoir changer cette position sans une large concertation ;

- il a également demandé de garder les réfugiés syriens de manière à les utiliser comme moyen de pression sur la Syrie, mais ils s'y sont opposés. Il n'y a pas de raison de les conserver au Liban alors que les combats ont cessé dans presque toute la Syrie où l'on a besoin d'eux. Réseau Voltaire 22 mars 2019

DEUXIEME PARTIE

Le sionisme date du XVIIe siècle. Abandonné, il renaîtra à la fin du XIXe siècle.

LVOG - Le sionisme (Banquiers, négociants, commerçants), les oripeaux des monarchies européennes et le développement du capitalisme jusqu'au néolibéralisme sont liés depuis plus de trois siècles.

- À propos du sionisme, de l'antisionisme et de l'antisémitisme par Daniel Gluckstein (POID)

La Tribune des Travailleurs, le 27 février 2019, publié le 13 mars 2019 sur Internet

Le projet politique appelé « sionisme » est né à la fin du XIXe siècle. L'antisionisme est presque aussi vieux. Dès 1901, le Bund – Parti social-démocrate juif, majoritaire parmi les masses juives opprimées par l'empire des tsars – « devient antisioniste » jusqu'à décréter : « Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (sections bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes » (1).

Jusqu'à l'extermination massive des juifs par les nazis, le sionisme constitue un courant minoritaire au sein du prolétariat juif d'Europe de l'Est. L'antisionisme y domine très largement : en particulier, le Bund majoritaire et les organisations communistes se fixent de faire triompher l'aspiration des masses juives à l'égalité et à l'émancipation politique et sociale là où elles vivent (2).

Telle est la réalité historique : né au sein des populations juives d'Europe de l'Est et de leurs organisations ouvrières, l'antisionisme peut difficilement être taxé d'antisémitisme, surtout pour qui a en mémoire que l'immense majorité de ces communautés juives de Pologne, d'Ukraine, de Lituanie sera exterminée par les nazis !

Après la Seconde Guerre mondiale, ce fut par une décision commune de Staline et des impérialismes britannique, américain, français, que fut créé l'État d'Israël, non pas d'abord comme réponse à l'extermination des juifs, mais d'abord et avant tout comme instrument de la politique de l'impérialisme dans la région. Depuis sa création, cet État poursuit la logique du sionisme, expulsant les Palestiniens de leurs terres, les privant de tous leurs droits, à commencer par le droit au retour.

Depuis des décennies, les sionistes arguent de la montée (réelle ou supposée, selon les cas) de l'antisémitisme pour tenter de convaincre les juifs du monde entier de rejoindre leur prétendue patrie. Ici réside l'échec patent du sionisme : malgré la propagande déployée, et quelle que soit leur sympathie plus ou moins grande pour l'État d'Israël, le fait est que, dans leur très grande majorité, les juifs et les personnes d'origine juive dans le monde entier choisissent de rester dans les pays où ils vivent et non de rejoindre Israël.

De courant principalement juif à l'origine, l'antisionisme est, depuis 1947, le point de ralliement du peuple palestinien confronté à l'injustice, la discrimination, la persécution et de tous ceux qui s'identifient dans le monde entier à la cause palestinienne.

Que, craignant de tomber sous le coup de la loi Gayssot (3), certains camouflent leur antisémitisme sous un prétendu antisionisme, le procédé n'est pas nouveau. Comme toute manifestation d'antisémitisme, quel que soit son camouflage, celle-ci doit être combattue et condamnée (4).

Cela ne saurait justifier le discours de Macron qui, le 20 février (5), a osé déclarer : « L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme », dénonçant « derrière la négation même de l'existence d'Israël, la haine des juifs la plus primaire. » En annonçant une loi punissant l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme, Macron se rend coupable de révisionnisme historique, de dérive totalitaire et d'incitation à l'antisémitisme.

Révisionnisme historique pour les raisons indiquées plus haut : né parmi les masses juives en réaction au sionisme, l'antisionisme ne saurait être antisémite. Dérive totalitaire : la République reconnaît la liberté de

penser à tous ses citoyens, liberté gravement remise en cause par l'interdiction de dire que l'État d'Israël procède d'un projet discriminatoire (restriction de liberté qui va de pair avec la répression policière contre les manifestants et la nouvelle loi restreignant le droit de manifester).

C'est aussi une incitation de fait à l'antisémitisme. Si ce projet de loi passait, les Français d'origine juive se verraient contraints à une solidarité obligée avec l'État d'Israël, puisque leur sort en serait indissociable ! N'en déplaise à M. Macron, nombreux sont nos concitoyens, d'origine juive ou non, qui refusent toute solidarité avec un État fondé sur la discrimination, et qui revendiquent, en Palestine comme en France, l'égalité des droits de tous, quelles que soient l'origine, la religion, la langue. Ils sont nombreux à revendiquer avec le peuple palestinien le droit à la terre, le droit à la nation et le droit au retour sur les terres dont ils ont été chassés.

Ancien président de Médecins sans frontières, le Dr Rony Brauman, s'exprimant « en tant que juif et citoyen français », a déclaré ce 22 février : « Les deux populations vivent de facto dans un seul État, sous une même autorité, mais l'une a tous les droits, l'autre n'en a aucun. Je pense que c'est le démantèlement de ce système d'apartheid qui est à l'ordre du jour. »

Que cela plaise ou non à MM. Macron et consorts, c'est le droit de chacun, d'origine juive ou non, de combattre pour « le démantèlement de ce système d'apartheid ». C'est un objectif de liberté, d'égalité, de justice et de paix entre tous les peuples.

(1) Henri Minczeles, Histoire générale du Bund : un mouvement révolutionnaire juif, 1995.

(2) « Là où nous vivons, là est notre pays », proclame une affiche électorale (en yiddish) du Bund en 1926.

(3) Ce qui montre au passage les limites de la tentative d'interdire le racisme ou l'antisémitisme par une loi... Mais c'est un autre débat.

(4) Voir le communiqué du POID* publié dans le précédent numéro de La Tribune des travailleurs.

(5) Lors du dîner du Crif, le 20 février.

- Qui est l'ennemi ? - Réseau Voltaire 4 août 2014

Extrait.

Qu'est ce que le sionisme ?

Au milieu du XVIIe, les calvinistes britanniques se regroupèrent autour d'Oliver Cromwell et remirent en cause la foi et la hiérarchie du régime. Après avoir renversé la monarchie anglicane, le « Lord protecteur » prétendit permettre au peuple anglais de réaliser la pureté morale nécessaire pour traverser une tribulation de 7 ans, accueillir le retour du Christ et vivre paisiblement avec lui durant 1 000 ans (le « Millenium »). Pour ce faire, selon son interprétation de La Bible, les juifs devaient être dispersés aux confins de la terre, puis regroupés en Palestine et y reconstruire le temple de Salomon. Sur cette base, il instaura un régime puritain, leva en 1656 l'interdiction qui était faite aux juifs de s'installer en Angleterre et annonça que son pays s'engageait à créer en Palestine l'État d'Israël [4]

La secte de Cromwell ayant été à son tour renversée à la fin de la « Première Guerre civile anglaise », ses partisans tués ou exilés, et la monarchie anglicane ayant été rétablie, le sionisme (c'est-à-dire le projet de création d'un État pour les juifs) fut abandonné. Il ressurgit au XVIIIe siècle avec la « Seconde Guerre civile anglaise » (selon la dénomination des manuels d'Histoire du secondaire au Royaume-Uni) que le reste du monde connaît comme la « guerre d'indépendance des États-Unis » (1775-83). Contrairement à une idée reçue, celle-ci ne fut pas entreprise au nom de l'idéal des Lumières qui anima quelques années plus tard la Révolution française, mais financée par le roi de France et conduite pour des motifs religieux au cri de « Notre Roi, c'est Jésus ! ».

George Washington, Thomas Jefferson et Benjamin Franklin, pour ne citer qu'eux, se sont présentés comme les successeurs des partisans exilés d'Oliver Cromwell. Les États-Unis ont donc logiquement repris son projet sioniste.

En 1868, en Angleterre, la reine Victoria désigna comme Premier ministre, le juif Benjamin Disraéli. Celui-ci proposa de concéder une part de démocratie aux descendants des partisans de Cromwell de manière à pouvoir s'appuyer sur tout le peuple pour étendre le pouvoir de la Couronne dans le monde. Surtout, il proposa de s'allier à la diaspora juive pour conduire une politique impérialiste dont elle serait l'avant-garde. En 1878, il fit inscrire « la restauration d'Israël » à l'ordre du jour du Congrès de Berlin sur le nouveau partage du monde.

C'est sur cette base sioniste que le Royaume-Uni rétablit ses bonnes relations avec ses anciennes colonies devenues États-Unis à l'issue de la « Troisième Guerre civile anglaise » —connue aux États-Unis comme la « guerre civile américaine » et en Europe continentale comme la « guerre de Sécession » (1861-65)— qui vit la victoire des successeurs des partisans de Cromwell, les WASP (White Anglo-Saxon Puritans) [5]. Là encore, c'est tout à fait à tort que l'on présente ce conflit comme une lutte contre l'esclavage alors que 5 États du Nord le pratiquaient encore.

Jusqu'à la presque fin du XIXe siècle, le sionisme est donc exclusivement un projet puritain anglo-saxon auquel seule une élite juive adhère. Il est fermement condamné par les rabbins qui interprètent la Torah comme une allégorie et non pas comme un plan politique.

Parmi les conséquences actuelles de ces faits historiques, on doit admettre que si le sionisme vise à la création d'un État pour les juifs, il est aussi le fondement des États-Unis. Dès lors, la question de savoir si les décisions politiques de l'ensemble sont prises à Washington ou à Tel-Aviv n'a plus qu'un intérêt relatif. C'est la même idéologie qui est au pouvoir dans les deux pays. En outre, le sionisme ayant permis la réconciliation entre Londres et Washington, le remettre en cause, c'est s'attaquer à cette alliance, la plus puissante au monde.

L'adhésion du peuple juif au sionisme anglo-saxon

Dans l'Histoire officielle actuelle, il est d'usage d'ignorer la période XVIIe-XIXe siècle et de présenter Theodor Herzl comme le fondateur du sionisme. Or, selon les publications internes de l'Organisation sioniste mondiale, ce point est également faux.

Le vrai fondateur du sionisme contemporain n'était pas juif, mais chrétien dispensationaliste. Le révérend William E. Blackstone était un prêcheur états-unien pour qui les vrais chrétiens n'auraient pas à participer aux épreuves de la fin des temps. Il enseignait que ceux-ci seraient enlevés au ciel durant la bataille finale (le « ravissement de l'Église », en anglais « the rapture »). À ses yeux, les juifs livreraient cette bataille et en sortiraient à la fois convertis au Christ et victorieux.

C'est la théologie du révérend Blackstone qui a servi de base au soutien sans faille de Washington à la création d'Israël. Et ceci bien avant que l'AIPAC (le lobby pro-Israélien) soit créé et prenne le contrôle du Congrès. En réalité, le pouvoir du lobby ne vient pas tant de son argent et de sa capacité à financer des campagnes électorales que de cette idéologie toujours présente aux USA [6].

La théologie du ravissement pour aussi stupide qu'elle puisse paraître est aujourd'hui très puissante aux États-Unis. Elle représente un phénomène en librairie et au cinéma (voir le film *Left Behind*, avec Nicolas Cage, à paraître en octobre).

Theodor Herzl était un admirateur du diamantaire Cecil Rhodes, le théoricien de l'impérialisme britannique et fondateur de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie (auquel il donna son nom) et de la Zambie (ex-Rhodésie du Nord). Herzl était juif, mais pas israélien et n'avait pas circoncis son fils. Athée comme beaucoup de bourgeois européens de son époque, il préconisa d'abord d'assimiler les juifs en les convertissant au christianisme. Cependant, reprenant la théorie de Benjamin Disraéli, il arriva à la conclusion qu'une meilleure solution était de les faire participer au colonialisme britannique en créant un État juif, dans l'actuel Ouganda ou en Argentine. Il suivit l'exemple de Rhodes dans la manière d'acheter des terres et de créer l'Agence juive.

Blackstone parvint à convaincre Herzl de joindre les préoccupations des dispentionnalistes à celles des colonialistes. Il suffisait pour cela d'envisager de créer Israël en Palestine et de multiplier les références bibliques. Grâce à cette idée assez simple, ils parvinrent à faire adhérer la majorité des juifs européens à leur projet. Aujourd'hui Herzl est enterré en Israël (sur le Mont Herzl) et l'État a placé dans son cercueil La Bible annotée que Blackstone lui avait offerte.

Le sionisme n'a donc jamais eu comme objectif de « sauver le peuple juif en lui donnant une patrie », mais de faire triompher l'impérialisme anglo-saxon en y associant les juifs. En outre, non seulement le sionisme n'est pas un produit de la culture juive, mais la majorité des sionistes n'a jamais été juive, tandis que la majorité des juifs sionistes ne sont pas israéliens. Les références bibliques, omniprésentes dans le discours officiel israélien, ne reflètent la pensée que de la partie croyante du pays et sont avant tout destinées à convaincre la population états-unienne.

C'est à cette période que l'on créa le mythe du peuple juif. Jusque-là, les juifs se considéraient comme appartenant à une religion et admettaient que leurs membres européens n'étaient pas des descendants des juifs de Palestine, mais de populations converties au cours de l'Histoire [7].

Blackstone et Herzl ont artificiellement fabriqué l'idée selon laquelle tous les juifs du monde seraient des descendants des juifs antiques de Palestine. Dès lors, le mot juif s'applique non seulement à la religion israélienne, mais désigne aussi une ethnie. En se fondant sur une lecture littérale de La Bible, ils sont devenus les bénéficiaires d'une promesse divine sur la terre palestinienne.

Le pacte anglo-saxon pour la création d'Israël en Palestine

La décision de créer un État juif en Palestine a été prise conjointement par les gouvernements britannique et états-unien. Elle a été négociée par le premier juge juif à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, sous les auspices du révérend Blackstone et fut approuvée aussi bien par le président Woodrow Wilson que par le Premier ministre David Lloyd George, dans le sillage des accords franco-britanniques Sykes-Picot de partage du « Proche-Orient ». Cet accord fut progressivement rendu public.

Le futur secrétaire d'État pour les Colonies, Leo Amery, fut chargé d'encadrer les anciens du « Corps des muletiers de Sion » pour créer, avec deux agents britanniques Ze'ev Jabotinsky et Chaim Weizmann, la « Légion juive », au sein de l'armée britannique.

Le ministre des Affaires étrangères Lord Balfour adressa une lettre ouverte à Lord Walter Rotschild pour s'engager à créer un « foyer national juif » en Palestine (2 novembre 1917). Le président Wilson inclut parmi ses buts de guerre officiels (le n°12 des 14 points présentés au Congrès le 8 janvier 1918) la création d'Israël [8]

Par conséquent, la décision de créer Israël n'a aucun rapport avec la destruction des juifs d'Europe survenue deux décennies plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale.

Durant la conférence de paix de Paris, l'émir Fayçal (fils du chérif de La Mecque et futur roi d'Irak britannique) signa, le 3 janvier 1919, un accord avec l'Organisation sioniste, s'engageant à soutenir la décision anglo-saxonne.

La création de l'État d'Israël, qui s'est faite contre la population de Palestine, s'est donc aussi faite avec l'accord des monarques arabes qui furent les premiers leaders sionistes musulmans. En outre, à l'époque, le chérif de La Mecque, Hussein ben Ali, n'interprétait pas le Coran à la manière du Hamas. Il ne pensait pas qu'« une terre musulmane ne peut être gouvernée par des non-musulmans ».

La création juridique de l'État d'Israël

En mai 1942, les organisations sionistes tinrent leur congrès à l'hôtel Biltmore de New York. Les participants décidèrent de transformer le « foyer national juif » de Palestine en « Commonwealth juif » (référence au Commonwealth par lequel Cromwell remplaça brièvement la monarchie britannique) et d'autoriser l'immigration massive des juifs vers la Palestine. Dans un document secret, trois objectifs étaient précisés : « (1) l'État juif embrasserait la totalité de la Palestine et probablement la Transjordanie ; (2) le déplacement

des populations arabes en Irak et (3) la prise en main par les juifs des secteurs du développement et du contrôle de l'économie dans tout le Moyen-Orient ».

La presque totalité des participants ignoraient alors que la « solution finale de la question juive » (die Endlösung der Judenfrage) venait juste de débiter secrètement en Europe.

En définitive, alors que les Britanniques ne savaient plus comment satisfaire à la fois les juifs et les arabes, les Nations unies (qui ne comptaient alors que 46 États membres) proposèrent un plan de partage de la Palestine à partir des indications que les Britanniques lui fournirent. Un État binational devait être créé comprenant un État juif, un État arabe et une zone « sous régime international particulier » pour administrer les lieux saints (Jérusalem et Bethléem). Ce projet fut adopté par la Résolution 181 de l'Assemblée générale [9].

Sans attendre la suite des négociations, le président de l'Agence juive, David Ben Gourion, proclama unilatéralement l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis. Les arabes du territoire israélien furent placés sous la loi martiale, leurs déplacements furent limités et leurs passeports confisqués. Les pays arabes nouvellement indépendants intervinrent. Mais sans armées encore constituées, ils furent rapidement battus. Au cours de cette guerre, Israël procéda à un nettoyage ethnique et contraignit au moins 700 000 arabes à fuir.

L'Onu envoya comme médiateur, le comte Folke Bernadotte, un diplomate suédois qui sauva des milliers de juifs durant la guerre. Il constata que les données démographiques transmises par les autorités britanniques étaient fausses et exigea la pleine application du plan de partage de la Palestine. Or, la Résolution 181 implique le retour des 700 000 arabes expulsés, la création d'un État arabe et l'internationalisation de Jérusalem.

L'envoyé spécial de l'Onu fut assassiné, le 17 septembre 1948, sur ordre du futur Premier ministre, Yitzhak Shamir.

Furieuse, l'Assemblée générale des Nations unies adopta la Résolution 194 qui réaffirme les principes de la Résolution 181 et, en outre, proclame le droit inaliénable des Palestiniens à retourner chez eux et à être indemnisés des préjudices qu'ils viennent de subir [10].

Cependant, Israël ayant arrêté les assassins de Bernadotte, les ayant jugés et condamnés, fut accepté au sein de l'Onu sur la promesse d'en honorer les résolutions. Or tout cela n'était que mensonges. Immédiatement après les assassins furent amnistiés et le tireur devint le garde du corps personnel du Premier ministre David Ben Gourion.

Depuis son adhésion à l'Onu, Israël n'a cessé d'en violer les résolutions qui se sont accumulées à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Ses liens organiques avec deux membres du Conseil disposant du droit de veto l'ont placé en dehors du droit international. C'est devenu un État off shore permettant aux États-Unis et au Royaume-Uni de feindre respecter eux-mêmes le droit international alors qu'ils le violent depuis ce pseudo-État.

Il est absolument erroné de croire que le problème posé par Israël ne concerne que le Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël agit partout militairement dans le monde en couverture de l'impérialisme anglo-saxon. En Amérique latine, ce sont des agents israéliens qui ont organisé la répression durant le coup d'État contre Hugo Chavez (2002) ou le renversement de Manuel Zelaya (2009). En Afrique, ils étaient partout présents durant la guerre des Grands lacs et ont organisé l'arrestation de Mouamar el-Kadhafi. En Asie, ils ont dirigé l'assaut et le massacre des Tigres tamouls (2009), etc. Chaque fois, Londres et Washington jurent n'y être pour rien. En outre, Israël contrôle de nombreuses institutions médiatiques et financières (telle que la Réserve fédérale états-unienne).

[1] « Extension de la guerre du gaz au Levant », par Thierry Meyssan, Al-Watan/Réseau Voltaire, 21 juillet 2014.

[2] « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient et l'offensive israélienne à Gaza », Réseau Voltaire, 22 juillet 2014.

[3] « Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur la situation à Gaza », Réseau Voltaire, 28 juillet 2014.

[4] Sur l'histoire du sionisme, on se reportera au chapitre correspondant (« Israël et les Anglo-Saxons ») de mon livre L'Effroyable imposture 2, Manipulations et désinformations, Edition Alphée, 2007. Les lecteurs y trouveront de nombreuses références bibliographiques.

[5] The Cousins' Wars : Religion, Politics, Civil Warfare and the Triumph of Anglo-America, par Kevin Phillips, Basic Books (1999).

[6] Voir notamment American Theocracy (2006) de Kevin Phillips, un historien exceptionnel qui fut un des conseillers de Richard Nixon. [7] Une synthèse des travaux historiques sur ce sujet : Comment le peuple juif fut inventé, par Shlomo Sand, Fayard, 2008.

[8] La formulation du point 12 est particulièrement sibylline. Ainsi, lors de la conférence de paix de Paris, en 1919, l'émir Fayçal l'évoqua pour revendiquer le droit des peuples anciennement sous le joug ottoman à disposer d'eux-mêmes. Il s'entendit répondre qu'il avait le choix entre une Syrie placée sous un ou sous plusieurs mandats. La délégation sioniste fit valoir que Wilson s'y était engagé à soutenir le Commonwealth juif à la grande surprise de la délégation états-unienne. En définitive, Wilson confirma par écrit qu'il fallait entendre le point 12 comme un engagement de Washington pour la création d'Israël et la restauration de l'Arménie. « Les quatorze points du président Wilson », Réseau Voltaire, 8 janvier 1918.

[9] « Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Onu », Réseau Voltaire, 29 novembre 1947.

[10] « Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU », Réseau Voltaire, 11 décembre 1948.

- 14 décembre 1655. Cromwell accueille les juifs - croirepublications.com 14.12.2015

Extrait.

Le décret de 1290 avait expulsé la communauté juive d'Angleterre

En 1655, on décide l'ouverture en Angleterre d'une conférence à Whitehall sur la réadmission des Juifs en Angleterre, sous l'égide d'Oliver Cromwell.

Manassé Ben Israël est invité en Angleterre et est reçu avec tous les honneurs. La Conférence se déroule du 4 au 18 décembre 1655. Elle commence par affirmer qu'il n'existe pas d'obstacle juridique à la réadmission des Juifs en Angleterre. L'on discute ensuite de l'opportunité d'une telle réadmission. Le débat divise alors profondément libéraux et conservateurs. Cromwell assiste à chaque séance et s'exprime en faveur de la réadmission des Juifs. Mais la plupart des membres du comité lui résiste. Toutefois, deux juges affirment que la loi n'interdit pas les Juifs à s'installer en Angleterre.

En ce jour, le 14 Décembre 1655, il était évident que le comité ne parviendra jamais à une décision. Cromwell disperse la conférence sans qu'aucune décision n'y ait été prise, mais ses membres savent que Cromwell a l'intention d'admettre les Juifs officiellement si nécessaire.

Tout le comité élabore un document recommandant que si les Juifs étaient réadmis en Angleterre, il faudrait les empêcher de diffamer le christianisme et de travailler le dimanche. D'acquiescer certaines charges, d'employer serviteurs chrétiens ou de chercher à convertir les chrétiens au judaïsme. Rien de tout cela n'est devenu une loi.

A partir de 1656, les juifs sont venus en Angleterre en nombre croissant et leur population a atteint jusqu'à un quart de million. Les Juifs de Grande-Bretagne ont été la plupart du temps bien traités. On leur accorda tous les droits que l'on pouvait leur accorder, c'est à dire tous les droits qui ne nécessitaient pas de prêter un serment chrétien, et les Juifs prirent part à la vie de la cité. croirepublications.com 14.12.2015

K. Marx : La Question juive

LVOG - Je rappelle que Marx était issu d'un milieu bourgeois juif et qu'il était le mieux placé pour l'observer et l'analyser, donc impossible de le taxer d'antisémitisme.

En lisant ces extraits, vous comprendrez pourquoi l'oligarchie défend féroce­ment l'existence d'Israël, pourquoi à l'heure du néolibéralisme, de la finance triomphante, pourquoi Israël occupe une place politique aussi importante, pourquoi chacun devrait se prosterner devant le marché et adopter l'argent comme seul valeur ou idéal. Mais aussi pourquoi l'antisionisme leur est intolérable et ils l'assimilent à l'antisémitisme, parce que "*L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme, c'est l'émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme que combattent les sionistes, les oligarques.*

Extraits.

Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même.

Une organisation de la société qui supprimerait les conditions nécessaires du trafic, par suite la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. La conscience religieuse du Juif s'évanouirait, telle une vapeur insipide, dans l'atmosphère véritable de la société. D'autre part, du moment qu'il reconnaît la vanité de son essence pratique et s'efforce de supprimer cette essence, le Juif tend à sortir de ce qui fut jusque-là son développement, travaille à l'émancipation humaine générale et se tourne vers la plus haute expression pratique de la renonciation ou aliénation humaine.

Nous reconnaissons donc dans le judaïsme un élément antisocial général et actuel qui, par le développement historique auquel les Juifs ont, sous ce mauvais rapport, activement participé, a été poussé à son point culminant du temps présent, à une hauteur où il ne peut que se désagréger nécessairement.

Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme.

Le Juif s'est émancipé déjà, mais d'une manière juive. « Le Juif par exemple, qui est simplement toléré à Vienne, détermine, par sa puissance financière, le destin de tout l'empire. Le Juif, qui dans les moindres petits états allemands, peut être sans droits, décide du destin de l'Europe. »

« Tandis que les corporations et les jurandes restent fermées aux Juifs ou ne leur sont guère favorables, l'audace de l'industrie se moque de l'entêtement des institutions moyenâgeuses. » (B. Bauer, La Question juive, p. 114.)

Ceci n'est pas un fait isolé. Le Juif s'est émancipé d'une manière juive, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure même où les chrétiens sont devenus Juifs.

« Les habitants religieux et politiquement libres de la Nouvelle-Angleterre, rapporte par exemple le colonel Hamilton, sont une espèce de Laocoon, qui ne fait pas le moindre effort pour se délivrer des serpents qui l'enserrent. Mammon est leur idole qu'ils adorent non seulement des lèvres mais de toutes les forces de leur corps et de leur esprit. La terre n'est à leurs yeux qu'une Bourse, et ils sont persuadés qu'ils n'ont ici-bas d'autre destinée que de devenir plus riches que leurs voisins. Le trafic s'est emparé de toutes leurs pensées, et ils n'ont d'autre délassément que de changer d'objets. Quand ils voyagent, ils emportent, pour ainsi dire, leur pacotille ou leur comptoir sur leur dos et ne parlent que d'intérêt et de profit; et s'ils perdent un instant leurs affaires de vue, ce n'est que pour fourrer leur nez dans les affaires de leurs concurrents. »

Bien plus ! La suprématie effective du judaïsme sur le monde chrétien a pris, dans l'Amérique du Nord, cette expression normale et absolument nette : l'annonce de l'Évangile, la prédication religieuse est devenue un article de commerce, et le négociant failli de l'Évangile s'occupe d'affaires tout comme le prédicateur enrichi. Tel que vous voyez à la tête d'une congrégation respectable a commencé par être marchand; son

commerce étant tombé, il s'est fait ministre. Cet autre a débuté par le sacerdoce -, mais , dès qu'il a eu quelque somme d'argent à sa disposition, il a laissé la chaire pour le négoce. Aux yeux d'un grand nombre, le ministère religieux est une véritable carrière industrielle. » (Beaumont, p. 185-186.)

Si nous en croyons Bauer, nous nous trouvons en face d'une situation mensongère : en théorie, le Juif est privé des droits politiques alors qu'en pratique il dispose d'une puissance énorme et exerce en gros son influence politique diminuée en détail. (La Question juive, p. 114.)

La contradiction qui existe entre la puissance politique réelle du Juif et ses droits politiques, c'est la contradiction entre la politique et la puissance de l'argent. La politique est théoriquement au-dessus de la puissance de l'argent, mais pratiquement elle en est devenue la prisonnière absolue.

Le judaïsme s'est maintenu à côté du christianisme non seulement parce qu'il constituait la critique religieuse du christianisme et personnifiait le doute par rapport à l'origine religieuse du christianisme, mais encore et tout autant, parce que l'esprit pratique juif, parce que le judaïsme s'est perpétué dans la société chrétienne et y a même reçu son développement le plus élevé. Le Juif, qui se trouve placé comme un membre particulier dans la société bourgeoise, ne fait que figurer de façon spéciale le judaïsme de la société bourgeoise.

Le judaïsme s'est maintenu, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire.

C'est du fond de ses propres entrailles que la société bourgeoise engendre sans cesse le Juif.

Quelle était en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme.

Le monothéisme du Juif est donc, en réalité, le polythéisme des besoins multiples, un polythéisme qui fait même des lieux d'aisance un objet de la loi divine. Le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise et se manifeste comme tel sous sa forme pure, dès que la société bourgeoise a complètement donné naissance à l'état politique. Le dieu du besoin pratique et de l'égoïsme, c'est l'argent.

L'argent est le dieu jaloux, d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister. L'argent abaisse tous les dieux de l'homme et les change en marchandise. L'argent est la valeur générale et constituée en soi de toutes choses. C'est pour cette raison qu'elle a dépouillé de leur valeur propre le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature.

L'argent, c'est l'essence séparée de l'homme, de son travail, de son existence; et cette essence étrangère le domine et il l'adore.

Le dieu des Juifs s'est sécularisé et est devenu le dieu mondial. Le change, voilà le vrai dieu du Juif. Son dieu n'est qu'une traite illusoire.

L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Ce qui est contenu sous une forme abstraite dans la religion juive, le mépris de la théorie, de l'art, de l'histoire, de l'homme considéré comme son propre but, c'est le point de vue réel et conscient, la vertu de l'homme d'argent. Et même les rapports entre l'homme et la femme deviennent un objet de commerce ! La femme devient l'objet d'un trafic.

La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent.

La loi sans fondement ni raison du Juif n'est que la caricature religieuse de la moralité et du droit sans fondement ni raison, des rites purement formels, dont s'entoure le monde de l'égoïsme.

Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société

bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres.

Le christianisme est issu du judaïsme, et il a fini par se ramener au judaïsme.

Par définition, le chrétien fut le Juif théorisant le Juif est, par conséquent, le chrétien pratique, et le chrétien pratique est redevenu juif.

Ce n'est qu'en apparence que le christianisme a vaincu le judaïsme réel. Il était trop élevé, trop spiritualiste, pour éliminer la brutalité du besoin pratique autrement qu'en la sublimant, dans une brume éthérée.

Le christianisme est la pensée sublime du judaïsme, le judaïsme est la mise en pratique vulgaire du christianisme; mais cette mise en pratique ne pouvait devenir générale qu'après que le christianisme, en tant que religion parfaite, eut achevé, du moins en théorie, de rendre l'homme étranger à lui-même et à la nature.

Ce n'est qu'alors que le judaïsme put arriver à la domination générale et extérioriser l'homme et la nature aliénés à eux-mêmes, en faire un objet tributaire du besoin égoïste et du trafic.

L'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement. De même que l'homme, tant qu'il est sous l'emprise de la religion, ne sait concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étranger, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire des objets pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent.

Dans la pratique parfaite, l'égoïsme spiritualiste du chrétien devient nécessairement l'égoïsme matériel du Juif, le besoin céleste se mue en besoin terrestre, le subjectivisme en égoïsme. La ténacité du Juif, nous l'expliquons non par sa religion, mais plutôt par le fondement humain de sa religion, le besoin pratique, l'égoïsme.

C'est parce que l'essence véritable du Juif s'est réalisée, sécularisée d'une manière générale dans la société bourgeoise, que la société bourgeoise n'a pu convaincre le Juif de l'irréalité de son essence religieuse qui n'est précisément que la conception idéale du besoin pratique. Aussi ce n'est pas seulement dans le Pentateuque et dans le Talmud, mais dans la société actuelle que nous trouvons l'essence du Juif de nos jours, non pas une essence abstraite, mais une essence hautement empirique, non pas en tant que limitation sociale du Juif, mais en tant que limitation juive de la société.

Dès que la société parvient à supprimer l'essence empirique du judaïsme, le trafic de ses conditions, le Juif est devenu impossible, parce que sa conscience n'a plus d'objet, parce que la base subjective du judaïsme, le besoin pratique, s'est humanisée, parce que le conflit a été supprimé entre l'existence individuelle et sensible de l'homme et son essence générique.

L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme. K. Marx : La Question juive